



Retour Quotidien -
Accueil

Les autres jours
Lundi - Mardi -
Mercredi
Jeudi - Vendredi -
Samedi

Monde

Ricardo Lagos, président du Chili, dresse son premier bilan:

«La réconciliation ne se décrète pas»

Par OLIVIER BRAS

Le jeudi 12 avril 2001

Santiago de notre correspondant

(Pu)

Le site de la
Présidence du Chili.

Le site du
gouvernement chilien
(en espagnol et en
anglais).

Le site du président
Ricardo Lagos.

«L'inculpation de Pinochet illustre le fonctionnement des institutions judiciaires. Les Chiliens condamnent les forfaits commis pendant son gouver-

La France est au programme du président chilien Ricardo Lagos, entre deux rendez-vous nord-américains. Après une rencontre avec George Bush à Washington, il s'envolera vers Paris pour une visite officielle de quarante-huit heures. Et il se rendra ensuite au Canada pour assister au sommet des Amériques. Socialiste, Ricardo Lagos a été élu en janvier 2000 président de la République puis investi en mars, après s'être imposé de justesse au second tour de l'élection présidentielle. Il appartient à la « Concertación », coalition de centre gauche au pouvoir depuis 1990. Fervent détracteur de Pinochet pendant la dictature, il a été détenu pendant trois semaines en 1986, après l'attentat raté contre l'ancien dictateur. Avec le retour de la démocratie, il a occupé les fonctions de ministre des Travaux publics, avant de se voir confier, en 1994, le portefeuille de l'Éducation par le président de la République sortant, Eduardo Frei.

Sa première année de mandat présidentielle a notamment été marquée par la gestion de la crise économique qui a frappé le pays fin 1998 et par les déboires judiciaires de l'ancien dictateur chilien qui continuent de générer de fortes tensions politiques à l'intérieur du pays.

Considérez-vous l'inculpation d'Augusto Pinochet comme une sorte de condamnation morale?

L'inculpation d'Augusto Pinochet illustre le fonctionnement des institutions judiciaires au Chili. Personnellement, j'ai été un

3 2 3 0 2

nement.»
Ricardo Lagos

opposant à Pinochet et je crois qu'une très grande partie des Chiliens condamnent aujourd'hui les forfaits commis pendant son gouvernement.

Récemment, plusieurs accusations de tortures commises pendant la dictature, notamment à l'encontre de l'actuel numéro deux des forces aériennes, le général Hernan Gabrielli, ont été lancées. Comment le pays peut-il soigner les blessures du passé?

Chaque pays a ses propres modalités. Dans notre cas, nous avons pas mal avancé: nous avons démontré qu'au Chili, tout le monde pouvait être soumis à la justice. Nous avons établi une table de dialogue autour de laquelle avocats des droits de l'homme, représentants de la société civile et forces armées ont dit que, jamais plus, ces faits ne pourraient se reproduire au Chili. Le résultat de cette table ronde a été la reconnaissance de la disparition de 200 personnes et du fait que la plupart des corps ont été jetés à la mer. Très peu de pays ont réalisé cette démarche de reconnaissance que nous avons eu beaucoup de chance de pouvoir faire. Car cela nous permet de regarder vers l'avenir avec plus d'optimisme. Les cas de torture, dans un régime d'une telle nature, étaient malheureusement très fréquents. Et s'il existe aujourd'hui certaines situations pour lesquelles les tribunaux peuvent agir, et bien ils agiront.

Pensez-vous que la société chilienne ait avancé vers la réconciliation pendant votre première année de mandat?

Mon obligation comme président est de chercher les modalités de la réconciliation entre les Chiliens. Il y a un moment où on ne peut pas seulement regarder vers le passé et où il faut se diriger vers le futur. La vérité, la justice, la réconciliation et le pardon existent. Tout se passe à l'intérieur de chaque personne. Cela ne se décide pas par décret.

L'affaire Pinochet a-t-elle été un poids pour l'action de votre gouvernement pendant cette première année.

Non. Le temps consacré à cette question a été minime. En 1999, le Chili a vécu une année de récession économique.

Cette crise a-t-elle été complètement surmontée?

Au niveau statistique, oui. En 1999, le PIB a chuté de 1,5 %. En l'an 2000, il a augmenté de 5,4 % et il va augmenter d'environ 5 % cette année. Mais notre croissance implique une augmentation de la productivité et nous ne créons pas plus de postes de travail, d'où un problème social.



L'économie du Chili étant très ouverte, craignez-vous des répercussions de la crise qui affecte l'Argentine?

L'année dernière, la moitié de notre croissance venait de nos échanges avec le reste du monde et nos exportations avaient augmenté de 18 %. Si le monde commence à baisser, nous aussi. Le fait d'être aussi ouvert nous expose à ces difficultés. Mais j'ai peur que nous n'ayons pas beaucoup d'autres options. Car nous sommes un très petit pays, avec un marché très restreint.

La France sera le premier pays de l'Union européenne où vous venez en visite officielle. Ce pays a-t-il une importance particulière pour le Chili?

D'un point de vue pragmatique, je pourrais dire que la France et le rôle qu'elle joue en Europe nous intéressent beaucoup, car nous voulons signer un accord de libre commerce avec l'UE. Mais cela réduirait la nature des relations que nous avons avec la France. Il y a beaucoup plus: il existe des identités politiques partagées, des luttes communes, des amitiés de longue date... Nous avons terminé le XX^e siècle avec la conviction que nous devions partager la démocratie, le respect des droits de l'homme. Et nous espérons qu'en ce XXI^e siècle, quel que soit l'endroit où l'on viole les droits de l'homme, d'autres humains pourront se lever et protester.

Après la France, vous vous rendez au sommet des Amériques au Canada. Pensez-vous que l'Amérique latine puisse réussir à créer un bloc uni?

Il est très important que l'Amérique latine, en tant que région, tente de parler d'une seule voix pour pouvoir se faire entendre dans un monde de grands blocs.

Pour prendre un cas concret, pensez-vous que l'ensemble des pays latino-américains devraient plus intervenir dans le conflit colombien et ne pas laisser uniquement agir les Etats-Unis?

Il y a un large soutien aux efforts de pacification du président Pastrana (le président colombien, ndlr). Sincèrement, je ne pense pas qu'il existe une solution militaire au conflit. Je crois que nous, Latino-Américains, sommes prêts aujourd'hui à collaborer, à aider, à intervenir aux côtés du président Pastrana pour trouver une solution.

L'action des Etats-Unis en Colombie peut-elle être qualifiée d'intervention militaire?

Pour l'instant, non. Mais qu'est-ce qui peut advenir? C'est

difficile de le savoir. Au début, personne ne pensait qu'il y avait une intervention au Viêt-nam, mais simplement un soutien à des secteurs déterminés.

Article précédent - suivant

Chercher un article du quotidien par un mot ou une phrase:

Les autres jours [Lundi](#) - [Mardi](#) - [Mercredi](#) - [Jeudi](#) - [Vendredi](#) - [Samedi](#)

[Retour au sommaire Quotidien](#)

© [Libération](#)